

Le cadastre RDPPF Un Nouveau Système d'Information dans le Domaine de la Propriété Foncière

Jean-Paul MISEREZ and Daniel STEUDLER, Switzerland

Key words: Cadastre, Public-law restrictions

SUMMARY

The first vision statement of Cadastre 2014 says that the future cadastral system will provide complete information about the legal situation of the territory, including public-law restrictions.

The administration of reliable and public land information is traditional practice and will soon be completed over the whole of Switzerland's territory. In 1993, an important step has been taken by defining the cadastral surveying data not only as the basis for land registration, but also for any land information system. The federal "Act on Geoinformation", enacted on 1 July 2008 adds another element: the compilation and publication of reliable data of public-law restrictions. A new ordinance defining the details will probably be enacted in July 2009.

The work carried out over the last six years has illustrated the complexity of this objective, but also its feasibility. With this paper, we present some basic principles of the cadastre for public-law restrictions and some concrete examples. The intention is to invite our francophone colleagues to embrace this extended focus, which is in line with our land information competences and our medium- to long-term duties.

SUMMARY

La 1ère déclaration de cadastre 2014 stipule que "le Cadastre 2014 indiquera la situation légale complète du territoire, y compris les droits et les restrictions de droit public".

La gestion des informations fiables et opposables aux tiers sur la propriété foncière de droit privé est une pratique courante et bientôt complète sur l'ensemble du territoire suisse. En 1993 un pas a été franchi en affectant comme mission à la mensuration officielle non seulement la protection de la propriété foncière, mais aussi d'être une base pour les systèmes d'information du territoire. La loi fédérale sur la géoinformation, entrée en vigueur le 1er juillet 2008 ajoute un élément supplémentaire : la publication officielle et fiable des restrictions de droit public à la propriété foncière. Une ordonnance précisant les modalités de détail entrera vraisemblablement en vigueur en juillet 2009.

Les réflexions menées dans ce sens depuis plus de 6 ans ont montré la complexité de cet objectif, mais aussi sa faisabilité. Nous présenterons quelques principes de base qui soutiennent ce cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF) et aussi des exemples concrets. L'intention est d'inviter nos collègues francophones à prendre cette orientation qui correspond à nos compétences de gérant des informations foncières et à notre devoir à moyen et à long terme.

Le cadastre RDPPF

Un Nouveau Système d'Information dans le Domaine de la Propriété Foncière

Jean-Paul MISEREZ and Daniel STEUDLER, Switzerland

1. INTRODUCTION

Dans notre rapport "Cadastré 2014, Vision pour un système cadastral dans le futur", avec Jürg Kaufmann, nous avons en particulier émis l'hypothèse que le cadastre du futur indiquera la situation légale complète du territoire, y compris les droits et les restrictions de droit public.

Le cadastre suisse se prête naturellement à intégrer cette évolution vers la polyvalence la plus large possible. Destiné à l'origine, dès 1912, à définir et à défendre essentiellement la propriété privée, la mensuration a progressivement évolué vers une utilisation en vue des systèmes d'information du territoire. Cela a été confirmé par la nouvelle loi sur la mensuration officielle de 1993. En 2008, la Constitution fédérale a ouvert la possibilité de diffuser des informations plus larges sur la propriété foncière, et tout naturellement cette tâche a été confiée au cadastre. La loi sur la géoinformation de 2008, complétée par l'ordonnance sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF), demande aux cantons de publier de manière fiable et exhaustive des informations sur les 17 plus importantes restrictions de droit public à la propriété.

2. DEFINITION

Le cadastre RDPPF sera un inventaire officiel public des restrictions de droit générales concrètes. Il est organisé de manière systématique, les objets y sont clairement définis et sont reconnus officiellement. Il informe sur des restrictions de droit public entrées en vigueur et opposables à des tiers. Il est réputé connu quant à son contenu, c'est-à-dire que personne ne peut utiliser l'excuse de ne pas avoir eu connaissance de droits ou des restrictions de droit publiés dans ce cadastre. Pour cela, il faut que le cadastre informe de manière complète sur l'ensemble du territoire sur des géodonnées de base relevant du droit fédéral, dont la liste est déterminée par le Conseil fédéral.

Les objets qui seront contenus dans la première étape du cadastre RDPPF sont les suivants:

Domaine	Désignation
Aménagement du territoire	Plans d'affectation (cantonaux / communaux)
Routes nationales	Zones réservées
	Alignements
Installations ferroviaires	Zones réservées

	Alignements
Installations aéroportuaires	Zones réservées
	Alignements
	Plan de la zone de sécurité des aéroports
Sites pollués	Cadastre des sites pollués
	Cadastre des sites pollués, domaine militaire
	Cadastre des sites pollués, domaine des aérodromes civils
	Cadastre des sites pollués, domaine des transports publics
Protection des eaux souterraines	Zones de protection des eaux souterraines
	Périmètres de protection des eaux souterraines
Protection contre le bruit	Degrés de sensibilité au bruit (dans les zones d'affectation)
Limite de la forêt	Limite de la forêt (dans les zones à bâtir)
	Distances par rapport à la forêt

3. FONCTIONNEMENT DU CADASTRE

Actuellement, un administré ou un citoyen qui souhaite connaître les restrictions de droit qui touchent sa propriété devra s'adresser aux différents services qui édictent et gèrent ces restrictions. Non seulement, il devra parcourir de guichet en guichet un chemin administratif relativement long, mais il obtiendra des informations inhomogènes, sur des supports et dans des formats peu compatibles entre eux et dont la superposition est particulièrement difficile. Le fait que les données soient livrées sous forme numérique ne résout que très peu ces difficultés. Nous estimons qu'à l'heure actuelle l'utilisateur est en droit d'exiger obtenir toutes ces informations depuis un seul portail, sous une forme homogène et lui donnant directement le résultat de l'examen des restrictions concernées au droit d'une parcelle. C'est précisément le rôle du cadastre RDPPF.

Le requérant donne au cadastre le numéro de la parcelle concernée, ou son adresse, ou encore ses coordonnées. Le cadastre effectue alors un forage au droit de la parcelle concernée sur tous les jeux de données en vigueur dont il a obtenu copie. Il établit alors un rapport donnant les différents extraits de plans ainsi que les dispositions légales qui lui sont liées. Au besoin, cet extrait pourra alors être certifié conforme par le service éditeur et pourra servir de base pour des requêtes officielles ou pour des transactions.

4. IMPORTANCE ECONOMIQUE D'UN CADASTRE RDPPF

L'ensemble des hypothèques accordées sur la propriété immobilière en Suisse représente 700 milliards de francs, soit environ 100'000 francs par habitant. Le manque d'informations ou leur incertitude sur les restrictions qui touchent une propriété influence à la hausse le taux de l'intérêt hypothécaire consenti. Le cadastre RDPPF va évidemment améliorer la qualité de

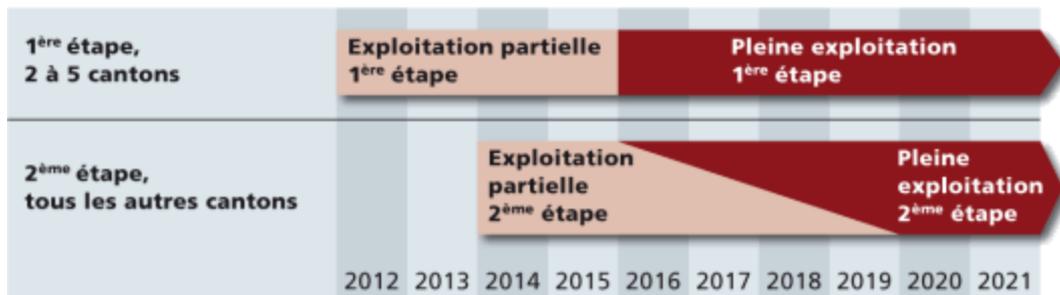
l'information foncière, il pourra donc contribuer à la baisse du taux hypothécaire. Une baisse de 0,1% de ce taux équivaldrait alors à une économie pour les propriétaires suisse d'environ 700 mio de francs par an. Le coût estimé de la mise en place de ce cadastre pour l'ensemble de la Suisse est estimé entre 1 et 3 mio de francs par an.

Ce sont essentiellement les propriétaires fonciers, les différents acteurs du marché immobilier (architectes, agents immobiliers, etc), l'économie et les autorités et administrations publiques qui pourront bénéficier des apports de ce cadastre

5. ORGANISATION DU CADASTRE

Cette tâche sera partagée entre la Confédération et les cantons. La Confédération aura la charge de l'orientation stratégique et de la haute-surveillance du cadastre et les cantons se chargeront de sa tenue. Les coûts d'exploitation seront partagés entre la Confédération et les cantons, mais les coûts engendrés par l'inscription ou la radiation de restrictions dans le cadastre seront à charge du service qui décide de cette restriction.

Le cadastre sera introduit dès 2012 dans une première dans environ 5 cantons qui fonctionneront comme pilote, puis dans le reste des cantons suisses dès 2014. En 2020, le cadastre RDPPF devrait être fonctionnel sur l'ensemble du territoire



6. BASES LEGALES ET DOCUMENTATION

[Article 75a mensuration, Constitution fédérale de la Confédération suisse \(RS 101\)](#)

[Loi fédérale sur la géoinformation \(Loi sur la géoinformation, LGéo\) \(RS 510.62\)](#)

[Ordonnance du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière \(OCRDP\)\(RS 510.622.4\)](#)

Site dédié à la mensuration officielle, au cadastre RDPPF et au registre foncier : www.cadastre.ch

Une revue spécialisée consacrée au cadastre suisse, "cadastre" paraît 3 fois par an. On peut s'abonner gratuitement par un simple courriel à infovd@swisstopo.ch.

Une brochure grand public peut être téléchargée sous
<http://www.cadastre.ch/internet/oerebk/fr/home/docus/publication/p022.parsys.93931.downloadList.1782.DownloadFile.tmp/broschuereoeerebkfr.pdf>.

7. EXEMPLE FICTIF D'UN CADASTRE RDPPF

Cet exemple présente un extrait du cadastre RDPPF basé sur des données provenant de la ville de Thoune et/ou du canton de Berne. Seul le principe est ici important. Le mode de présentation et le contenu seront définis par l'organe de coordination de la Confédération (COSIG) et par services spécialisés de la Confédération (ARE, OFEV, OFROU, etc) qui devront préciser quelles sont les informations diffusées (modèle de données), et sous quelle forme (modèle de représentation).

Page d'interrogation

Le requérant indique le nom de la commune **1** et le numéro du bien-fonds **2**. Un accès par cliquage sur un plan, une carte ou une orthophoto est aussi possible.

On clique ensuite sur les domaines **3** pour lesquels on souhaite obtenir les informations sur les RDPPF

On choisit alors si l'on veut obtenir un extrait (normalisé et imprimable) ou si l'on veut utiliser le service de représentation qui permet de naviguer et d'afficher les informations à l'écran **4**.

Interaktive Anwendung fiktives Beispiel

Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen ÖREBK

Auswahl Grundstück

Gemeinde <input type="text" value="THUN"/> <small>Gemeinde aus Liste auswählen 1</small>	Grundstück-Nr. <input type="text" value="9999"/> <small>Eine oder mehrere 2</small>
---	--

Verfügbare Bereiche (gewünschtes Ankreuzen)

<input checked="" type="checkbox"/> Raumplanung	-Nutzungsplanung (kantonal / kommunal)
<input checked="" type="checkbox"/> Nationalstrassen	-Projektierungszonen Nationalstrassen -Baulinien Nationalstrassen
<input checked="" type="checkbox"/> Eisenbahn 3	-Projektierungszonen Eisenbahnanlagen -Baulinien Eisenbahnanlagen
<input checked="" type="checkbox"/> Flughafen	-Projektierungszonen Flughafenanlagen -Baulinien Flughafenanlagen -Luftfahrthinderniskarte und -verzeichnis
<input checked="" type="checkbox"/> belastete Standorte	-Kataster der belasteten Standorten -Kataster der belasteten Standorte im Bereich des Militärs -Kataster der belasteten Standorte im Bereich der zivilen Flugplätze -Kataster der belasteten Standorte im Bereich des öffentlichen Verkehrs
<input checked="" type="checkbox"/> Grundwasserschutz	-Grundwasserschutzzonen -Grundwasserschutzzonale
<input checked="" type="checkbox"/> Lärmschutz	-Lärmempfindlichkeitsstufen (in Nutzungszonen)
<input checked="" type="checkbox"/> Waldgrenzen	-Waldgrenzen (in Bauzonen) -Waldabstandslinien

0. Page titre de l'extrait

Si l'on choisit l'extrait, une page titre est éditée.

ÖREBK **fiktives Beispiel**
Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

Grundstück-Nr: Thun 9999 **1** Datum Auszug: 07.05.2008 **2** Datum Gültigkeit: 07.05.2008 **3**

Inhaltsverzeichnis	
Seite	betroffene Bereiche fett, <small>geprüfte, nicht relevante / nicht ausgewählte grau</small>
4 0	Allgemeine Angaben, Planübersicht
1	Raumplanung -Nutzungsplanung (kantonal / kommunal)
2	National-strassen -Projektierungszonen Nationalstrassen -Baulinien Nationalstrassen
3	Eisenbahn -Projektierungszonen Eisenbahnanlagen -Baulinien Eisenbahnanlagen
4	Flughafen -Projektierungszonen Flughafenanlagen -Baulinien Flughafenanlagen -Luftfahrthinderniskarte und -verzeichnis
5	belastete Standorte -Kataster der belasteten Standorten - im Bereich des Militärs - im Bereich der zivilen Flugplätze - im Bereich des öffentlichen Verkehrs
6	Grundwasser-schutz -Grundwasserschutzzonen -Grundwasserschutzareale
7	Lärmschutz -Lärmempfindlichkeitsstufen (in Nutzungszonen)
8	Waldgrenzen -Waldgrenzen (in Bauzonen) -Waldabstandslinien



Links zu Rechtssammlungen	
	Kommunale Gesetzessammlung
BSG	Kantonale Gesetzessammlung 6
SR	Systematische Rechtssammlung

Disclaimer (to be done) 7	
Hier ist noch der zu formulierende Disclaimer einzufügen beinhaltet nur die 11 in der Verordnung des ÖREB-Katasters definierten Ebenen, unvollständig. Unterscheiden zwischen normativer und informativer Aussage	

Seite 0 von 9 ÖREB-Kataster-Auszug

On y trouve les indications suivantes :

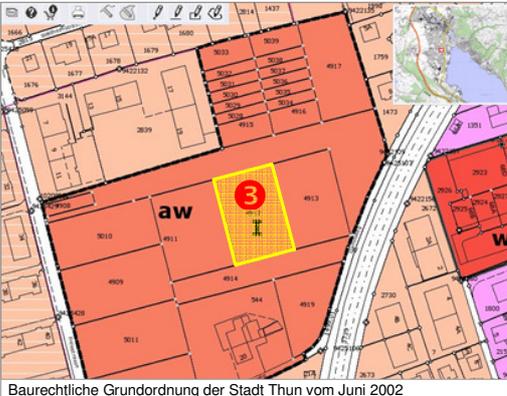
- 1** Localité et numéro du bien-fonds
- 2** date de l'établissement de l'extrait
- 3** date de la dernière mise à jour du cadastre
- 4** liste des domaines faisant partie du cadastre, avec, en grisé, les domaines qui n'ont pas été retenus par l'utilisateur ou ceux qui ne sont pas occurrents dans l'extrait
- 5** un extrait du plan parcellaire avec mise en évidence du bien-fonds faisant l'objet de l'extrait
- 6** un lien cliquable sur les recueils systématiques des lois fédérales, cantonales, et, si existants, des règlements cantonaux.
- 7** une éventuelle réserve quant à la valeur juridique des informations.

Puis l'extrait présente une ou plusieurs pages d'informations donnant en détails les informations relatives aux restrictions de chaque domaine.

1. Aménagement du territoire

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

1. Raumplanung (Kontakt: [Planungsamt der Stadt Thun](#)) **2** **Parzelle Thun 4912**



Baurechtliche Grundordnung der Stadt Thun vom Juni 2002

Legende

- Grundnutzung
- Nutzungszone
- Wohnen W2
- Wohnen W3
- Wohnen W3+
- Wohnen WIA3
- Wohnen WIA3+
- Arbeiten A
- Zone für öffentliche Nutzung ZöN
- Zone für Sport- und Freizeitanlagen ZSF
- Zone für militärische Nutzung Zmli
- Erhaltungs- und Freizeitzone EFZ
- Uferschutzzone USZ
- Landwirtschaftszone LWZ
- Wald
- Gewässer
- Nutzung gemäss Zonenplan 1986
- Verkehrsfächen
- Planungspflicht
- Überbauungsordnung
- Für Genehmigung siastert
- Erhaltungs- Entwicklungsgebiete
- Altstadtgebiete A I-III
- Ortsbildgebiete O I-XIV
- Strukturgebiete S I-III
- Landschaftsbildgebiete L I-IV
- Naturgebiete N I-VI

Einträge im Zonenplan vom Juni 2002

- Wohnen W3, seit Juni 2002
- Überbauungsordnung ZPP I Zenger-Gut, seit 27.10.2005

Reglement zum Zonenplan

BR: Thun, vom 06.2002

Sondernutzungsplanungen

Die Überbauungsordnung beinhaltet:

- [Überbauungsplan 1:500 vom 27.10.2005](#)
- [Überbauungsvorschriften vom 27.10.2005](#)

Weitere Dokumente von Interesse:

- Ev.: [Genehmigungsentscheid des Kantons vom 27.10.2005](#)
- [Richtprojekt vom 27.10.2005](#)
- [Erläuterungsbericht vom 27.10.2005](#)
- [Beilage Ansichten/Querschnitte](#)

Übergeordnetes Recht

BauG BE 721.0 BauV BE 721.1	Baugesetz Bauverordnung	} Art. 50-52, 79, Art. 1-124
BewD 725.1 D NBauR 723.13 KWaG BE 921.11 KWaV BE 921.111 BPG 215.124.1	Baubewilligungsdekret Normalbaureglementdekret Waldgesetz Waldverordnung Bäuerliches Boden- und Pachtrecht	
RPG SR 700 RPV SR 700.1 BGBB SR 211.412.11 VBB SR 211.412.110	Raumplanungsgesetz Raumplanungsverordnung Bäuerliches Bodenrecht Bäuerliches Bodenrecht Verordnung	} Art. 1-81 Art. 1-27 Art. 1-58 Art. 1-69 Art. 1-23 } Art. 14-19,22,24 Art. 31,33,34-43 Art. 1-96 Art. 1-4

Insbesondere:

- Art. Anh. 3

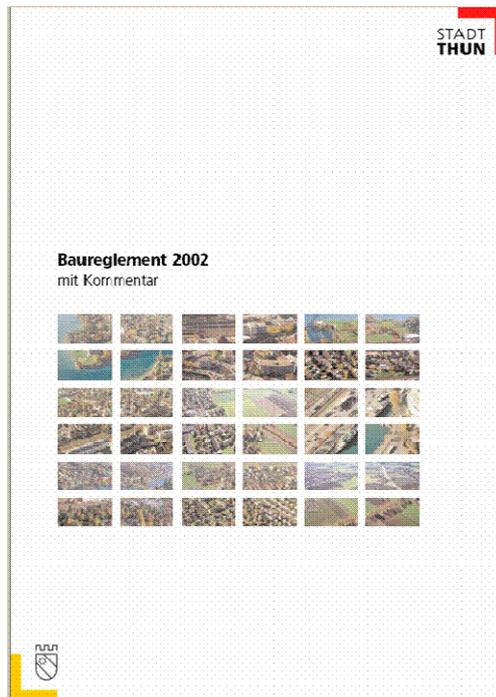
Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe / Option selon art. 4 Niveaux d'information

Seite 1 von 9 ÖREB-Kataster-Auszug

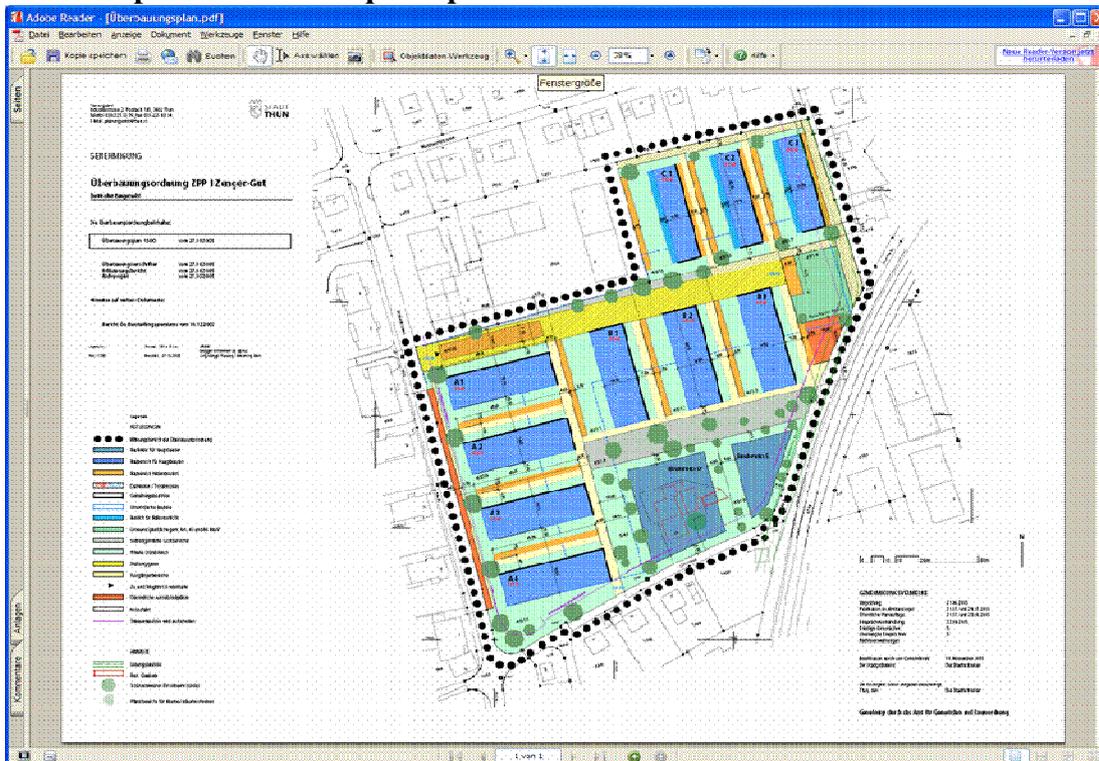
Cette page donne, entre autres, les informations suivantes :

- **1** le domaine concerné (ici, aménagement du territoire)
- **2** le service compétent avec lien cliquable sur le site internet où on peut trouver les informations de base et ses coordonnées
- **3** un extrait du plan avec mise en évidence du bien-fonds interrogé
- **4** la légende du plan original
- **5** les indications relatives à l'approbation du plan de zones
- **6** un lien cliquable sur le règlement de construction
- **7** des indications sur les prescriptions spéciales relatives au bien-fonds, avec des liens cliquables sur une image du plan spécial (non géoréférencée) et sur le texte des prescriptions spéciales ainsi que sur d'éventuels autres documents complémentaires
- **8** selon le modèle de données qui aura été défini par l'office fédéral compétent, selon l'art. 4 de l'OCRDP, il sera possible d'ajouter, en option, des liens cliquables sur d'autres prescriptions légales et aussi sur des articles spécifiques (Secteur grisé sur l'exemple).

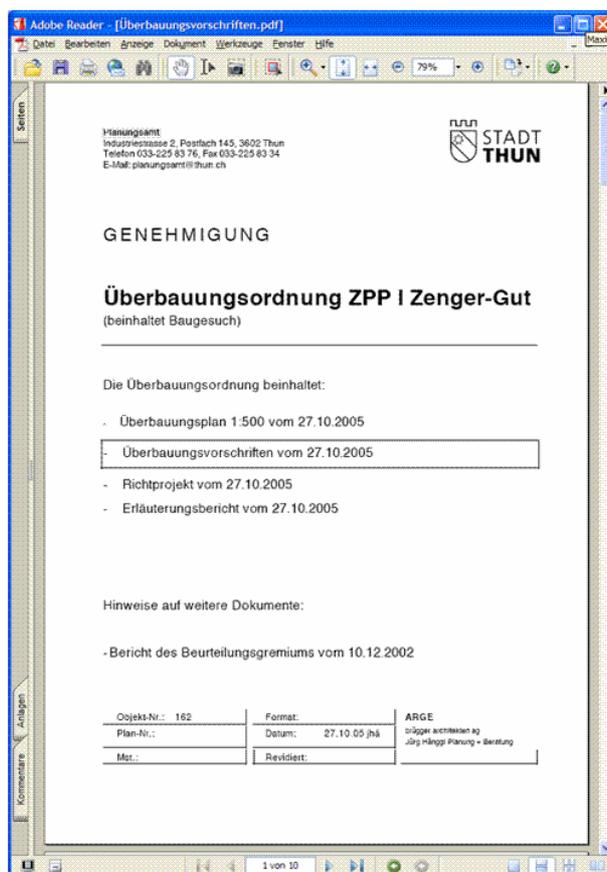
1a. Exemple de lien sur le règlement des constructions



1b. Exemple de lien sur le plan spécial



1c. Exemple de lien sur les prescriptions spéciales



2. Routes nationales

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen	
2. Nationalstrassen (Kontakt: Planungsamt der Stadt Thun ASTRA)	
Parzelle Thun 416	
Einträge im Nationalstrassenkataster	
Verfügung	Baulinie N6 Juni 2003
Übergeordnetes Recht	
NSG 725.11	Nationalstrassengesetz
Insbesondere:	
Art. 14, 22	
Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe / Option selon art. 4 Niveaux d'information	
Plangenehmigung: Juni 2002, Nachführungsstand: 11.12.2007	
Legende Projektierungszone Baulinie	



A titre d'exemple, on a utilisé ici comme référence une orthophoto plutôt qu'un extrait du plan parcellaire.

La structure des informations diffusées est la même que pour l'aménagement du territoire ou que pour les autres domaines.

3. Voies ferrées

L'extrait relatif aux voies ferrées est très semblable, dans sa forme, à l'extrait 2 relatif aux routes nationales et n'est pas illustré ici.

4. Aéroports

L'extrait relatif aux aéroports est très semblable, dans sa forme, à l'extrait 2 relatif aux routes nationales et n'est pas illustré ici.

5. Sites pollués

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

5. Belastete Standorte (Kontakt: [Amt für Gewässerschutz](#)) **Parzelle Thun 826**

Legende

Belastete Standorte

- Ablagerungsstandort
- Betriebsstandort
- Unfallstandort
- Schiessanlage

Plangenehmigung: 12.06.2001, Nachführungsstand: 08.05.2008

Belastete Standorte	
Standortbezeichnung	ehem. Gaswerk 15.12.2005
Übergeordnetes Recht	
BR: Thun_06.2002	Baureglement Stadt Thun
AbfG BE 822.1	
USG SR 814.01	Umweltschutzgesetz
VBBö SR 814.12	
AltIV SR 814.680	Altlastenverordnung

Insbesondere:	
Art. 47	
Art. 32c	
Art. 5	

Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe /
Option selon art. 4 Niveaux d'information

Ici aussi, la structure des informations est semblable à celle des autres domaines.

5a. Fiche descriptive du site

Un clic sur la dénomination du site pollué permet d'arriver à la fiche descriptive du site contenant toutes les informations prescrites par l'ordonnance sur le cadastre des sites pollués :

Amt für Gewässerschutz und Abfallwirtschaft Altlastenkataster

Standortnummer	094200xx
Standortbezeichnung:	ehem. Musterfirma AG
Standortkategorie	Betriebsstandort
Kataster	Verdachtsflächenkataster
Untersuchungen vorhanden:	Nein
Handlungsbedarf aus Untersuchung	
Dringlichkeit für Untersuchung:	erforderlich
Grundeigentümer informiert am:	
Eintrag in den Kataster am:	
Fläche der Belastung:	100X m2
Volumen der Belastung:	0 m3
Charakter der Belastung	Altwarenlager/Sortierung, Autos/Fahrzeuge/Maschinen: Reparaturen/Service/Waschen, Entfetten von Metal
Schadstoffe:	CKW, Kohlenwasserstoffe, PAK, Schwermetalle, Sonderabfälle
Beginn der Ablagerung:	01. 01. JJJJ
Ende der Ablagerung:	01. 01. JJJJ
Unfallzeitpunkt:	26. 03. JJJJ

Für detaillierte Auskünfte wenden Sie sich bitte direkt an das zuständige Amt für Gewässerschutz und Abfallwirtschaft GSA des Kantons Bern, Tel. 031 633 39 15

17 Beispiel ÖREBK/PDUE 12.05.2008

6. Protection des eaux souterraines

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

6.1 Grundwasserschutz (Kontakt: [Wasserwirtschaftsamt des Kantons Bern](#)) Parzelle Thun 3039

Legende

- Schutzzonen- Fassungsbereich (Zone S1)
- Engere Schutzzone (Zone S2)
- Weitere Schutzzone (Zone S3)

Plangenehmigung: 12.06.1998, Nachführungsstand: 06.05.2008

Grundwasserschutzzone	
Verfügung/Reglement	Bürgergut u. Schwäbis 637 Fassungsbereich (Zone S1) 8.02.1977
Übergeordnetes Recht	
BR: Thun_06.2002	Baureglement Stadt Thun
GSchG SR 814.20 GSchV SR 814.201 TVA SR 814.600	Abfallverordnung

Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe /
Option selon art. 4 Niveaux d'information

Seite 6.1 von 9 ÖREB-Kataster-Auszug

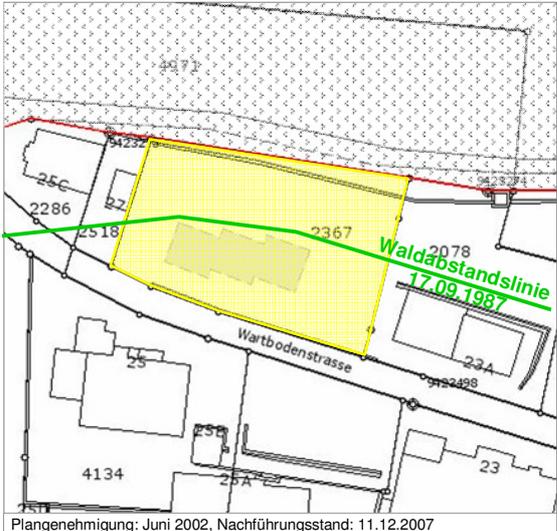
7. Protection contre le bruit

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen		Parzelle Thun 544	
7. Lärmschutz (Kontakt: Planungsamt der Stadt Thun)			
<p>Baurechtliche Grundordnung der Stadt Thun vom Juni 2002</p>	Festgelegte Lärmimmissionen (Art. 37a LSV) Entscheid vom 12.05.04 Lärmvorbelastung (Stufe III)		
	Lärmempfindlichkeitsstufen BR: Thun, vom 06.2002 Lärmempfindlichkeitsstufe		Insbesondere: - Art. Art.: 47
	Übergeordnetes Recht BauG BE 721.0 KLSV BE 824.761 Baugesetz Lärmschutzverordnung		Insbesondere: Art. 24 III, 87 Art. 9-11, 25
	USG SR 814.01 LSV SR 814.41 Lärmvorbelastetes Gebiet BGLE SR 742.144 VLE SR 742.144.1 Lärmvorbelastung LFG SR 748.0 Lärmsanierung der Eisenbahnen Luftfahrtgesetz		
Legende Lärmbelastungskataster Lärmempfindlichkeitsstufe III Lärmempfindlichkeitsstufe III Lärmempfindlichkeitsstufen LES Wohnen W2, LES II Wohnen W3, LES II Wohnen W3+, LES II Wohnen W/A3, LES III Wohnen W/A3+, LES III		Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe / Option selon art. 4 Niveaux d'information	

8. Limites forestières

Kataster der öffentlich rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

9. Waldgrenzen (Kontakt: [Planungsamt der Stadt Thun Amt für Wald](#)) Parzelle Thun 2367



Reglemente zur Waldfeststellung und Waldabstandslinie		Insbesondere:
Verfügung/Reglement BR: Thun. 06.2002 KWaG BE 921.11	Waldfeststellung Waldgesetz	Art. 1-58
Übergeordnetes Recht		Insbesondere:
KWaV BE 921.111	Waldverordnung	Art. 1-69
WAG SR 921.0 WAV SR 921.01	Wald Waldverordnung	Art. 1-57 Art. 1-69

Optional gemäss Art. 4 Informationstiefe /
Option selon art. 4 Niveaux d'information

Seite 9 von 9 ÖREB-Kataster-Auszug

Ne sont reportées ici que les limites forestières et les alignements forestiers qui ont fait l'objet d'une détermination sur plan. Les distances à la limites qui ne sont définies que dans un texte légal (30 m de la forêt par exemple), sont des restrictions de caractère général abstrait qui ne sont pas gérées dans le cadastre.

BIOGRAPHICAL NOTES

Jean-Paul Miserez, Diplômé de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) en 1973, brevet fédéral d'ingénieur géomètre en 1974. Après avoir exercé comme géomètre cantonal dans le Jura, il pratique Durant 13 ans comme géomètre indépendant responsable d'un arrondissement de conservation du cadastre. Depuis 2003, collaborateur de la Direction fédérale des mensurations cadastrales à Berne, en charge en particulier de la mise en place du cadastre RDPPF. Membre du bureau de la Fédération Francophone des Géomètres.

Dr. Daniel Steudler graduated from the Swiss Federal Institute of Technology (ETH) in Zurich in 1983, earned the Swiss license for licensed land surveyor in 1985, and did a M.Sc.Eng. degree at the University of New Brunswick, Canada from 1989-91. In 2004, he completed a PhD degree at the University of Melbourne, Australia. Since 1991, he is working for the Swiss Federal Directorate of Cadastral Surveying and since 1994, he is involved in the activities of FIG-Commission 7.

CONTACTS

Jean-Paul Miserez
Swiss Federal Directorate for Cadastral
Surveying
Seftigenstrasse 264
CH-3084 Wabern
SWITZERLAND
Tel. +41-31-963 2302
Fax +41-31-963 2297
Email: Jean-Paul.Miserez@swisstopo.ch
Web site: www.cadastre.ch and
www.swisstopo.ch

Dr. Daniel Steudler
Swiss Federal Directorate for Cadastral
Surveying
Seftigenstrasse 264
CH-3084 Wabern
SWITZERLAND
Tel. +41-31-963 2482
Fax +41-31-963 2297
Email: Daniel.Steudler@swisstopo.ch
Web site: www.cadastre.ch and
www.swisstopo.ch